# LES ENSEIGNANTS SE PARLENT-ILS D'UN NIVEAU À L'AUTRE ?

**Jean-Louis Vallée** est professeur d'histoire et de méthodologie au Centre d'études collégiales de Montmagny depuis près de 15 ans et membre de l'exécutif de l'Association des professeures et des professeurs d'histoire des collèges du Québec (APHCQ). Il est aussi membre du comité du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport responsable de l'arrimage de la compétence histoire au collégial avec les cours d'univers social au secondaire.

RÉSUMÉ

Le dialogue inter-ordres dans l'enseignement de l'histoire au collégial reste un phénomène marginal et difficile à évaluer. Cette difficulté d'évaluation provient principalement de l'étendue des paliers éducationnels, du primaire à l'université, et du regard que chacun des ordres porte sur le précédent. Malgré ce qui se vit à la base, dans chacune des écoles ou dans chacun des lieux d'éducation, un certain dialogue s'est installé au travers de démarches associatives ou institutionnelles. Au centre de ce dialogue se trouve le renouveau pédagogique au secondaire puisqu'il interpelle les enseignants du secondaire, les responsables de la formation des maîtres à l'université, mais aussi les professeurs du collégial qui recevront ces « nouveaux étudiants ».

Depuis près de dix ans, le monde de l'éducation au Québec est engagé dans une immense refonte de son fonctionnement. Du niveau primaire au niveau collégial, cette refonte majeure a pour conséquence d'amener un brassage d'idées, mais aussi des changements importants dans la façon dont les enseignants doivent concevoir leurs cours et leurs contenus. Une des matières qui a été le plus touchée, tant dans sa structure que dans sa critique, est sans contredit l'histoire. Remplacée au primaire et au secondaire par le terme « d'univers social », l'histoire est devenue une discipline encore plus importante dans la formation des jeunes Québécois. Ce changement n'a pas été sans apporter critiques et interrogations. Au-delà de l'importante problématique du contenu et de la façon de l'enseigner, le changement a aussi provoqué un réajustement important même s'il est passé à peu près inaperçu. Dans la tête de certains praticiens (principalement des enseignants de tous les niveaux), le questionnement sur les rapports entre les différents ordres d'enseignement de la discipline historique s'est posé. Ce questionnement, il nous faut maintenant l'amener plus loin pour permettre de poser les bases de ce qui pourrait être une étape plus importante dans l'intégration des divers niveaux éducationnels au Québec. Les congrès de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut d'histoire de l'Amérique française ont été de bonnes occasions pour se pencher sur la problématique des rapports inter-ordres dans l'enseignement de l'histoire.

## LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU QUÉBEC

Historiquement, les rapports entre les différents niveaux d'enseignement ont été réduits au minimum. Des notes et des résultats scolaires étaient transmis d'un niveau à l'autre de façon très administrative, sans pour autant qu'il y ait transfert des contenus. Au niveau suivant, l'enseignant se fiait à ce qu'on pourrait nommer « le professeur imaginaire ». À la limite, à l'intérieur même des différents cycles d'un niveau, les enseignants se sont toujours fiés à ce « professeur imaginaire » qui, en principe, allait donner un contenu standardisé. Si le ministère stipulait que tel contenu devait être donné, il avait dû l'être, donc l'élève devait en avoir la connaissance. Quelques fois, l'enseignant, suivant le principe de la participation des élèves au fonctionnement

du cours, demandait à la classe de se rappeler telle ou telle notion considérée apprise dans le cours précédent. Lorsque le professeur s'apercevait que ce contenu n'était pas assimilé par les élèves, il en imputait la faute aux enseignants du niveau précédent.

Cette situation a eu un double impact. Le premier, c'est de considérer des acquis chez les élèves qu'ils n'ont pas vraiment. On ne revient pas sur une notion parce que l'enseignant tient pour acquis qu'elle a été enseignée (de telle ou telle manière) et qu'elle a été assimilée. Dans ce cas, il est possible que les élèves passent à côté de notions considérées comme importantes, ce qui entraîne souvent le second impact. Dans la tête de plusieurs, ce qui a été vu au niveau précédent n'a pas été assimilé par les élèves. Il faut donc reprendre tout le cours d'histoire au début. Plutôt que de procéder à un simple rafraîchissement, la tendance est alors de faire *tabula rasa* et de recommencer. La conséquence de cette attitude ne peut que conduire à la perception que le niveau qui suit n'est pas respectueux de celui qui précède.

La solution à ce problème est très simple à énoncer, mais très difficile à mettre en pratique : nous n'avons au Québec qu'à faire place au dialogue inter-ordres. Si nous nous parlions entre niveaux scolaires de la même discipline, ce serait tellement plus facile. Mais ce n'est pas tout à fait le cas : les rapports entre chacun des ordres d'enseignement sont difficiles ou tout au moins, peu existants.

## LE DIALOGUE INTER-ORDRES : LES RAPPORTS ENTRE LE PRIMAIRE ET LE SECONDAIRE

Le premier dialogue auquel nous nous attendrions est celui entre les enseignants du primaire et ceux du secondaire. Déjà là, la situation est problématique. Au primaire, l'enseignement de l'univers social auquel, rappelons-le, est intégrée l'histoire, ne se fait qu'à partir du deuxième cycle et se poursuit au troisième cycle. L'histoire enseignée, en moyenne une heure par semaine, est centrée sur l'histoire nationale, avec des éléments de géographie principalement. Lorsque le temps fut venu d'adopter le Renouveau pédagogique au secondaire en 2006, l'implantation au primaire était à peine commencée. Alors que le travail se terminait au troisième cycle du primaire, s'amorçait la réflexion sur le contenu du secondaire. Le résultat : impossible de s'appuyer sur des réalisations d'élèves pour savoir si la réforme du primaire avait porté fruit. De plus, l'impact de la maturité des élèves aurait pu être questionné. Entre la fin du primaire et le retour sur les notions apprises qui survient au secondaire, il s'écoule deux années entières, de celles qui comptent beaucoup. Il aurait donc été dans l'ordre des choses que les professeurs du deuxième cycle du secondaire se questionnent sur la persistance des acquis factuels. Malheureusement, il semble que ce ne fut pas le cas. De plus, cette lacune semble persister.

Le problème se trouve du côté du canal par lequel faire passer ce dialogue. Il existe des associations de professeurs au secondaire, mais pas au primaire. Rappelons-le, les enseignants du primaire, du moins pour l'univers social, sont des généralistes. Dans leur tâche, il n'y a qu'une heure par semaine consacrée aux différents aspects de l'univers social. Ce contenu n'est pas prioritaire. Et c'est normal. Si ce n'est pas par le contenu, par quel autre canal est-il possible d'établir ce dialogue ? Le syndicat ? Même si les deux groupes d'enseignants se retrouvent dans le même syndicat, du moins dans le secteur public, ce n'est pas le lieu pour de telles discussions. On pourrait penser aller voir du côté de la formation des maîtres. De nouveau, nous nous heurtons à un problème de taille : le programme d'études des deux groupes n'est pas le même. Chacun suit son chemin, et les didacticiens de l'un ne le sont pas pour les autres. Les points de contact sont donc nuls.

> « Un constat important s'impose : à moins de passer par le canal des professionnels du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le contact entre les enseignants du primaire et du secondaire est inexistant. »

Autre lieu de contact possible, celui des conseillers pédagogiques. Les commissions scolaires ont des conseillers pédagogiques spécialisés dans l'univers social. La plupart du temps, ceux-ci œuvrent aux deux paliers. Nous serions normalement en droit de nous attendre à ce que le dialogue puisse passer par leur intermédiaire. Malheureusement, cette fois-ci, c'est l'ampleur de la tâche de ces professionnels qui devient le frein à la communication. Leurs priorités d'intervention ne sont pas de cet ordre.

Un constat important s'impose : à moins de passer par le canal des professionnels du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le contact entre les enseignants du primaire et du secondaire est inexistant. La communication n'étant pas faite, la majorité ignore ce qui se fait réellement chez l'autre. Le généraliste du primaire n'a pas le temps ni le

canal pour s'informer de ce que feront ses élèves au secondaire en univers social, alors que le spécialiste du secondaire, pour les mêmes raisons, ne peut savoir réellement ce qu'est le bagage de ses élèves.

## LE DIALOGUE AVEC LE COLLÉGIAL : UN ORDRE PLACÉ ENTRE DEUX

L'expérience particulière du Québec au regard de ses programmes a fait en sorte que la formation des étudiants passe par une période de transition, le collégial ou le cégep, entre le secondaire et l'université. Dans un monde idéal, nous devrions donc tenir compte de ce qui se fait au secondaire, mais aussi de ce qui se fera à l'université. Or, nous ne sommes pas dans un monde idéal, et ce n'est pas la situation réelle.

Un des éléments qui conditionnent cette difficulté à dialoguer est l'espèce de goulot d'étranglement dans lequel se place le collégial. À part de rares cégeps en région, et plus spécifiquement les centres d'études collégiales, le bassin de recrutement des étudiants est très diversifié. Dans les centres urbains majeurs et moyens, là où se trouvent la majorité des cégeps et collèges, le recrutement se fait dans plusieurs commissions scolaires, elles-mêmes divisées en de nombreuses écoles secondaires. Et c'est sans compter les écoles privées. De toute évidence, le parcours scolaire des élèves n'est pas le même pour tous : certains ont les cours d'histoire de 2e et 4e secondaire, d'autres ont ajouté celui de 5e secondaire. Dans deux ans, tous auront suivi un cours d'histoire générale au premier cycle du secondaire et un cours d'histoire nationale au deuxième cycle. Certains auront un cours d'histoire optionnel en 5e secondaire, en plus du cours obligatoire d'enjeux contemporains. Mais tous n'auront pas vu nécessairement les mêmes choses, et tous n'auront pas vu les choses de la même façon.

Cette question est d'autant plus importante que même au secondaire, l'enseignant se réclame d'une certaine liberté dans son enseignement. Le ministère impose un contenu, mais il ne met en place que peu de mesures pour vérifier que c'est réellement ce contenu qui est transmis. L'interprétation de chacun y est pour beaucoup. Par exemple, dans le nouveau programme d'histoire du premier cycle du secondaire, il existe des « ailleurs » dans lesquels l'enseignant doit aller chercher un élément de comparaison. Ainsi, pour l'Antiquité, un des accents est mis sur l'écriture en Mésopotamie. L'enseignant est alors invité à visiter un ailleurs, soit en Égypte, soit en Chine, soit en Inde. Et le point de vue de cet ailleurs reste l'écriture. Pourtant, combien d'enseignants, en plus de regarder pendant trois semaines la civilisation égyptienne, vont aussi examiner rapidement ce qui se passe alors en Chine et en Inde ? Cette situation illustre bien la difficulté qui pourrait survenir lors d'un arrimage. Et cet arrimage, il doit tout d'abord se faire à l'intérieur du cycle, entre la première et la deuxième année du secondaire.

Le dialogue attendu se situe donc d'abord entre les enseignants du 1er cycle du secondaire et ceux du cours de Civilisation occidentale donné au collégial. Trois années séparent généralement les deux formations. C'est donc difficile de faire les ponts. Mais ce n'est pas impossible. Et là, le canal est facilement identifiable. D'une part, deux associations représentent les enseignants de l'univers social : la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) et l'Association québécoise pour l'enseignement en univers social (AQEUS). D'autre part, une association représente les professeurs d'histoire du collégial : l'Association des professeures et professeurs d'histoire des collèges du Québec (APHCQ). Des liens sont tissés, plus ou moins serrés, entre l'APHCQ et les deux associations du secondaire. Et le dialogue est amorcé, même s'il en est encore à l'étape de la recherche d'une compréhension réciproque.

« Trois années séparent généralement les deux formations. C'est donc difficile de faire les ponts. Mais ce n'est pas impossible. »

Certains diront qu'il devrait être plus aisé de parler avec les universités, beaucoup moins nombreuses. Mais c'est oublier que le programme de sciences humaines, suivi au collégial, n'est pas là pour amener des étudiants en histoire à l'université, mais plutôt pour les préparer aux différents programmes des facultés des Sciences sociales et des Lettres. Et encore, les départements d'histoire des universités, en général, ne reconnaissent pas le diplôme en sciences humaines du collégial différemment de celui des autres programmes suivis à ce niveau, qu'il soit préuniversitaire (sciences de la Nature, Lettres et Arts, etc.) ou technique. Dans ce contexte, qui devraient être nos interlocuteurs ? Les professeurs d'histoire qui reçoivent peut-être 10 % des élèves que nous avons formés ? Les professeurs de sociologie et même de psychologie qui en reçoivent encore plus ?

## DES PONTS EN COURS D'ÉLABORATION

Par conséquent, nous pourrions penser que le dialogue inter-ordres n'existe pas, que les professeurs d'histoire du

collégial font *tabula rasa* de ce que les jeunes ont appris au secondaire, et que nous ne regardons pas plus loin que la finalité de notre DEC (diplôme d'études collégiales). Il n'en est rien. Depuis près d'une dizaine d'années, des ponts se sont créés entre les associations de professeurs d'histoire, celle d'univers social et l'Association des professeurs d'histoire des collèges du Québec. De même, une volonté de dialogue se dessine entre cette dernière association et des départements d'histoire d'universités comme celui de l'Université Laval. Nous nous parlons, nous échangeons des informations, nous dialoguons. Pour l'instant, les résultats peuvent sembler inexistants ou simplement minimes. Pourtant, ils sont là. Ces résultats ne sont pas nécessairement logés dans ce qui est directement visible, c'est-à-dire du côté des personnes qui participent aux conférences. Ils se trouvent plutôt dans les échanges qui se sont faits pour préparer un congrès, aménager un espace où nous nous rencontrons.

Dans les années précédentes, des professeurs du collégial ont participé à différents congrès des professeurs du secondaire. Si certains y ont été de simples participants, d'autres ont été plus actifs en devenant des conférenciers. Par cette participation, ils ont beaucoup appris sur ce qui se faisait au secondaire, puis ils ont partagé leurs nouvelles connaissances avec les collègues de leur cégep et de leur association. À l'inverse, lors des dernières années, l'APHCQ a surtout invité des enseignants de l'univers social à nos congrès et journées d'étude. Ils et elles sont venus expliquer aux collègues du collégial ce qu'ils vivent dans leurs classes et comment ils voient la formation de leurs élèves qui seront bientôt nos étudiants. Encore une fois, nous en avons profité pour discuter avec eux, pour nous informer mutuellement. L'arrivée du Renouveau pédagogique au secondaire est devenue un prétexte pour nous parler plus souvent.

Avec nos collègues des universités, les relations sont plus anciennes, moins épisodiques. Nous nous rencontrons lors des congrès de l'APHCQ. De mémoire, il n'y a pas eu de congrès sans que des enseignants des universités francophones (et quelques fois anglophones) ne soient venus rencontrer ceux du collégial, pour leur parler de leur vision de leur objet d'étude. Là encore, un dialogue s'est amorcé et s'est continué. Mieux encore, quand l'Université Laval a débuté ses travaux d'arrimage avec la formation en sciences humaines dans les cégeps, un franc dialogue est apparu. Des échanges fructueux sur la façon de faire dans les cégeps, sur les contenus et les compétences ont émergé. Pour les professeurs du collégial, ce qui se fait à l'université n'est pas un mystère, car ils y ont étudié et certains liens subsistent. Mais les professeurs universitaires demeuraient ignorants du contenu de la formation au collégial. Au mieux, ils ne la percevaient qu'à travers les étudiants qu'ils accueillaient. Les échanges avec les enseignants universitaires ont donc permis aux gens du collégial d'obtenir une image miroir de leur enseignement. Les échanges sur l'arrimage en histoire du collégial à l'université leur ont permis d'en mesurer le résultat. Les professeurs du collégial voyaient diplômer leurs élèves, mais ils ne savaient généralement pas comment ceux-ci se situaient réellement à leur arrivée à l'université. Une nouvelle image de leur enseignement émerge actuellement avec cette tentative d'arrimage.

Aux dires de certains professeurs d'université, didacticiens et praticiens, le milieu collégial est difficile à percevoir. Les plus âgés d'entre eux ne l'ont pas connu, les plus jeunes n'en ont pas toujours vu l'évolution rapide. En sciences humaines, les réformes se sont succédé au rythme des générations. Elles se produisent maintenant à peu près à tous les dix ans. C'est peut-être le palier éducationnel qui, en histoire, est le plus souvent modifié. Le temps que les universitaires s'habituent à une réforme, elle est remplacée par une autre. De plus, la présence des didacticiens de l'histoire est beaucoup moins marquée au collégial qu'elle l'est au secondaire. Ceci amène une multiplication des pratiques, une variation importante dans les façons de faire et les matières enseignées. Le dialogue est amorcé, mais il reste malgré tout marginal et fragile.

## UN DIALOGUE AMORCÉ QUI DOIT S'AMPLIFIER

Vouloir donner une réponse franche à la question « Est-ce que les praticiens de l'histoire des différents paliers se parlent » nous amènerait à formuler, du bout des lèvres, un oui. Le dialogue s'amorce, mais il reste malgré tout tributaire des conditions d'enseignement et de la valorisation de la profession enseignante. Entre les généralistes du primaire et les spécialistes du secondaire, le canal de communication est étroit et difficile. Pour les professeurs du collégial, il y a un dialogue amorcé avec leurs collègues du secondaire et des universités. Malheureusement, il nous manque malgré tout un forum, un lieu où ce dialogue amorcé pourrait se développer davantage. Car ce n'est que par un tel dialogue que nous apprendrons réellement à nous respecter mutuellement et à mieux faire grandir nos étudiants respectifs. Oui, nous nous parlons, mais pas assez et peut-être pas toujours de la meilleure façon.